

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2442>



LA DEMOCRATIE DE L'INCARNATION

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Les institutions - La Constitution -



Date de mise en ligne : jeudi 29 janvier 2026

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

LA DEMOCRATIE DE L'INCARNATION, OU COMMENT GOUVERNER EN CONFISQUANT LE PEUPLE

On se trompe souvent de combat face à certains dirigeants contemporains. On les attaque pour leur style, leurs outrances, leur narcissisme. Ces critiques ne sont pas infondées, mais elles passent à côté de l'essentiel.

Le problème est plus profond, plus structurant. Il tient à une confusion dangereuse entre un homme, une élection et un peuple.

Le peuple n'est jamais un bloc homogène. Il est multiple, traversé de contradictions, de conflits d'intérêts, de récits concurrents. Et c'est précisément pour cela que la démocratie existe. Non pour effacer cette pluralité, mais pour l'organiser dans le temps.

Or nous assistons aujourd'hui à une dérive spécifique que l'on pourrait appeler **la démocratie de l'incarnation**. Un régime dans lequel l'élu ne gouverne plus au nom du peuple, mais prétend être le peuple.

C'est un glissement majeur.

La victoire électorale cesse alors d'être un mandat limité dans le temps et dans son périmètre. Elle devient une appropriation symbolique du peuple tout entier. Le vote n'autorise plus à décider : il autoriserait à absorber.

Ce glissement est redoutable.

La pluralité démocratique n'est plus une réalité à organiser, mais un obstacle à neutraliser. Le désaccord n'est plus un fait normal de la vie politique ; il devient une suspicion, voire une trahison.

Dans cette démocratie de l'incarnation où dont Donald Trump offre aujourd'hui l'expression la plus spectaculaire, mais non exclusive où l'élu, se pensant légitimé à parler pour tous, s'emploie méthodiquement à délégitimer ceux qui ne parlent pas comme lui.

Une force qui se nourrit de la faiblesse de l'autre

Cette manière de gouverner prospère sur un rapport de force asymétrique. Elle tire sa puissance non de sa solidité, mais de l'hésitation, de la sidération ou de la sur-réaction de ses adversaires.

Plus l'opposition s'emporte, moralise à outrance ou adopte les codes de brutalité qu'elle dénonce, plus le pouvoir incarné se renforce. Chaque excès valide son récit : celui d'un affrontement total entre un peuple supposément unifié et des ennemis intérieurs.

Mais cette force est trompeuse. Elle n'est ni constructive ni durable. Elle affaiblit à la fois celui qui l'exerce et ceux qui s'y opposent. C'est un jeu perdant-perdant où pour les institutions comme pour les citoyens.

Refuser la fausse alternative : brutalité contre brutalité

Face à cette logique, la tentation est grande d'opposer une violence équivalente. C'est une erreur à la fois stratégique et morale. La brutalité est le terrain de jeu naturel de la démocratie de l'incarnation. S'y engager, c'est déjà en accepter les règles.

La véritable alternative repose sur une autre forme de force.

Une force de tenue, de cohérence et de continuité.

Une force qui ne confond pas fermeté et humiliation, autorité et écrasement.

Une force qui ne s'épuise pas dans la réaction permanente.

C'est une force qui tient précisément parce qu'elle ne cherche pas à dominer.

Le peuple ne disparaît pas après l'élection

L'angle mort de la démocratie de l'incarnation est toujours le même : elle confond le représentant avec le peuple lui-même.

Or l'élection donne le droit de décider, pas celui d'absorber symboliquement la nation. Dans toute société démocratique, il existe durablement des citoyens en désaccord, des minorités politiques, des abstentionnistes, des voix silencieuses mais concernées, et des individus qui ne se reconnaissent pas dans la manière de gouverner.

Les ignorer fragilise la nation. Les reconnaître fonde une autorité plus solide.

Associer sans absorber : une autre grammaire du pouvoir

Gouverner sans confisquer le peuple suppose de rompre explicitement avec la logique de l'incarnation. La République : ce n'est pas lui, c'est nous.

Cela commence par une affirmation simple mais décisive : en démocratie, si la majorité décide, la minorité continue d'exister. Le désaccord n'est ni une anomalie ni une menace ; il est une donnée structurelle du politique.

Gouverner n'est pas incarner.

Cela implique des pratiques concrètes : rendre visibles les désaccords au lieu de les effacer, reconnaître publiquement ceux qui ne se retrouvent pas dans la ligne suivie, accepter que l'autorité se construise sans unanimité.

Ces postures ne sont pas des faiblesses. Elles sont les signes d'une autorité adulte.

Le danger majeur : l'abêtissement civique

Le risque principal de la démocratie de l'incarnation n'est pas seulement le mensonge. C'est l'infantilisation.

À force de récits simplifiés, de conflits binaires et de mises en scène permanentes, le citoyen est progressivement dispensé de comprendre, de juger, d'arbitrer. Cette simplification n'est pas accidentelle : elle est fonctionnelle au pouvoir.

Une société de citoyens anesthésiés devient alors vulnérable à la concentration du pouvoir, à la confusion entre intérêts privés et décisions publiques, et à la captation oligarchique du réel.

Le bruit protège toujours les plus puissants. La clarté les dérange.

La véritable force politique aujourd'hui ne consiste pas à proclamer « je suis le peuple », mais à affirmer : « **Le peuple est multiple, et le gouverner ne consiste pas à le réduire.** »

Dans un monde saturé de brutalité verbale, la dignité devient subversive. Dans une époque obsédée par l'incarnation du pouvoir, tenir sans écraser relève déjà de la résistance.

Gouverner, ce n'est pas triompher. C'est ne pas trahir ceux qui ne crient pas.